

La crise du Covid-19 :

Quelles conséquences dans le domaine de l'énergie ?

La pandémie Covid-19 a des conséquences importantes dans le domaine de l'énergie comme suite au confinement mis en place dans la majorité des pays développés :

- baisse importante de la consommation énergétique de l'industrie, dont une partie est à l'arrêt, et de la demande de carburants pétroliers, amenant – éléments favorables – à une baisse des émissions de CO₂, et à une amélioration de la qualité de l'air dans les grandes agglomérations ;
- effondrement du prix du pétrole, consécutive à la baisse de la demande, mais surtout à la rupture de l'accord entre l'Arabie Saoudite et la Russie pour limiter la production.

Une analyse détaillée de la situation dans le domaine énergétique peut être trouvée sur le site de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), qui a notamment créé un « Covid-19 analysis hub ».

Si du point de vue du consommateur cette situation peut paraître favorable dans l'immédiat, le maintien à des niveaux trop bas du prix du brut conduirait (et conduit déjà partiellement) à une baisse des investissements pour la production des pétroles chers (notamment les pétroles de schiste américains), et donc à terme à une offre insuffisante, rendant la reprise économique plus difficile.

Au-delà de ces considérations générales, nous ne pouvons qu'insister sur la totale pertinence pour la France des préconisations du Comité Energie depuis plusieurs années :

- rôle essentiel de l'électricité d'origine nucléaire pour assurer une production à la fois bon marché, résiliente (face à la production aléatoire des énergies renouvelables intermittentes), avec des émissions de gaz à effet de serre réduites. De ce point de vue, l'abandon de la génération IV (projet ASTRID) va se révéler une grave erreur sur le long terme, au profit de...la Chine (et la Russie) ;
- priorité à l'efficacité énergétique dans le domaine du bâtiment, notamment en ce qui concerne la rénovation du bâti ancien. Ce domaine, créateur d'emplois en bonne partie non délocalisables, fait intervenir à la fois des grands groupes et des PME de toutes tailles. Une partie des subventions consacrées aux énergies intermittentes devraient être redirigées vers ce secteur ;
- la production et l'utilisation de la biomasse (non alimentaire) sont un secteur qu'il faut continuer à développer à la fois dans le domaine énergétique et pour la fourniture de produits et matériaux, en substitution de ceux issus de la pétrochimie ;
- des choix devraient être faits en ce qui concerne le développement des énergies renouvelables intermittentes. Le développement de l'éolien terrestre, peu efficace, de plus en plus mal accepté au niveau local, et peu créateur d'emploi, devrait être ralenti au profit de l'éolien en mer, pour lequel l'industrie française est un intervenant important. Le photovoltaïque pourrait connaître un nouvel essor via l'« agrovoltaique » (espacement des panneaux d'une centrale photovoltaïque de manière à rendre possible les cultures sous les panneaux), susceptible de s'affranchir du problème foncier.

En conclusion, la sortie de cette crise majeure devrait s'accompagner d'inflexions importantes dans les schémas retenus avant la crise pour la transition énergétique, en la rendant : favorable à la reprise économique, plus efficace en termes d'émissions de CO₂, et bénéfique pour le plus grand nombre.

Edouard FREUND

Président du Comité Energie d'IESF